

MESSAGE N° 328 15 octobre 2001
**du Conseil d'Etat au Grand Conseil accompagnant
 le projet de décret relatif au subventionnement
 de la salle de spectacle Univers@lle,
 à Châtel-Saint-Denis**

Nous avons l'honneur de vous soumettre le message accompagnant le projet de décret relatif au subventionnement de la salle de spectacle Univers@lle de Châtel-Saint-Denis.

**1. RAPPEL DES DISPOSITIONS LÉGALES ET
 REGLEMENTAIRES**

La loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles (LAC) détermine les responsabilités de l'Etat et des communes en matière culturelle. Il appartient aux communes de veiller et de contribuer à la promotion des activités culturelles, principalement dans le domaine de l'animation. Lors de projets d'importance régionale, les communes doivent coopérer entre elles (art. 3). De son côté l'Etat intervient principalement en matière d'aide à la création (art. 4). Pour le reste il intervient à titre subsidiaire en coopérant avec les autres collectivités publiques et les particuliers (art. 6 al. 3). En ce qui concerne le soutien des infrastructures culturelles, l'article 6 al. 2 LAC précise que l'Etat «peut en outre attribuer des subventions pour la construction ou l'acquisition de bâtiments à vocation interrégionale, affectés à des manifestations culturelles. Cette possibilité est toutefois limitée au 31 décembre 2003, sauf pour les projets qui ont fait l'objet avant cette date d'une demande, accompagnée d'un dossier complet».

Les articles 39 à 43 du règlement du 14 août 1992 d'exécution de la loi sur les affaires culturelles (ReLAC) précisent à quelles conditions et selon quelle procédure l'Etat peut subventionner la construction ou l'acquisition d'infrastructures culturelles, et qui peuvent se résumer comme suit:

- la transformation d'un bâtiment existant affecté, à l'avenir, à des manifestations culturelles peut faire l'objet d'une subvention (art. 39 al. 2);
- la subvention est allouée au maître de l'ouvrage qui doit être une personne morale de droit public ou de droit privé (art. 39 al. 4);
- le bâtiment doit être essentiellement affecté à des buts culturels et le maître de l'ouvrage doit être soutenu par une ou plusieurs communes et doit garantir qu'il est en mesure de supporter la part des frais de construction qui lui incombent et les charges d'exploitation (art. 39 al. 5);
- le montant de la subvention correspond à 25 % des dépenses subventionnables, mais ne peut dépasser 5 millions de francs par objet (art. 40);
- l'octroi de la subvention fait l'objet d'un décret d'ouverture de crédit d'engagement. Celle-ci est versée sur présentation du décompte final. Au besoin, des acomptes peuvent être versés au fur et à mesure de l'avancement des travaux et dans les limites des possibilités budgétaires de l'Etat (art. 43).

**2. PLAN DE COUVERTURE DES BESOINS
 CANTONAUX**

Dans sa réponse du 8 janvier 2001 au postulat Jean-Jacques Collaud/Dominique de Buman concernant les

subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles, le Conseil d'Etat considère qu'il appartient au Préfet de définir, en étroite collaboration avec les communes de son district, les besoins en matière d'infrastructures culturelles. Dans sa réponse, le Conseil d'Etat mentionne les infrastructures qu'il considère comme nécessaires pour assurer la couverture des besoins en la matière dans les différentes régions du canton. Outre le «Théâtre Podium» à Düdingen et l'Univers@lle à Châtel-Saint-Denis (déjà réalisés), le plan de couverture des besoins cantonaux comprend également les projets de l'agglomération du Grand Fribourg (Centre de création scénique à Villars-sur-Glâne et salle de concert/théâtre à Fribourg), ainsi que les projets de salles de spectacle régionales (intégrées à l'extension d'un cycle d'orientation) de La Tour-de-Trême et de Romont, pour lesquels une subvention devrait aussi être octroyée au sens de l'article 6 al. 2 LAC.

**3. CRITÈRES À REMPLIR POUR L'OCTROI
 D'UNE SUBVENTION CANTONALE**

L'octroi d'une subvention cantonale pour la construction ou l'acquisition de bâtiments affectés à des manifestations culturelles est subordonné aux principes, aux conditions et à la procédure fixés aux articles 39 à 43 RELAC. Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, le Conseil d'Etat applique les critères suivants:

- la contribution de la (des) collectivité(s) locale(s) directement concernée(s) (ou siège) aux frais d'investissement doit être au moins égale à la subvention de l'Etat (don de la Loterie romande non compris);
- lorsque l'infrastructure est essentiellement un lieu d'accueil, elle doit compter au minimum 400 sièges disposés en gradin et une scène dimensionnée équipée pour recevoir un orchestre de chambre ou une troupe professionnelle de théâtre;
- les projets d'équipement de la salle, de la scène et des coulisses, du foyer, des loges et des locaux annexes doivent être préalablement soumis, pour préavis, à un expert désigné par le Département des affaires culturelles;
- un représentant de l'Etat est associé aux travaux du jury (en cas de concours) ou de la commission de bâtisse;
- le requérant s'engage à mettre en place des structures d'organisation et de programmation permettant une utilisation de l'infrastructure à des fins culturelles allant au-delà des besoins strictement locaux (par exemple, budget de fonctionnement pour des accueils de spectacles d'intérêt supralocal, direction artistique ou commission de programmation, troupe en résidence, etc.).

Le Conseil communal de Châtel-Saint-Denis a déposé, le 4 mai 1998 auprès du Département des affaires culturelles, une demande de subvention en relation avec la construction d'une infrastructure culturelle d'importance régionale. Il ressort du dossier déposé que la commune de Châtel-Saint-Denis prend intégralement à sa charge les coûts supplémentaires consécutifs à l'aménagement d'une salle de spectacle d'importance régionale au lieu d'une aula pour le cycle d'orientation seulement. Après un examen attentif du dossier de requête, le Département des affaires culturelles a constaté que le requérant

remplissait toutes les conditions prévues aux articles 39 à 43 RELAC.

De plus les critères susmentionnés arrêtés par le Conseil d'Etat sont tous respectés, à savoir:

- l'investissement net à la charge de la commune siège correspond à près de sept fois celui de l'Etat (don de la Loterie romande non compris);
- la salle de Châtel-Saint-Denis compte 400 places, dont 390 sièges fixes;
- les projets d'équipement ont été agréés par un expert désigné par le Département des affaires culturelles;
- le chef de service adjoint aux constructions scolaires a été associé aux travaux de la commission de bâtisse;
- enfin, la commune de Châtel-Saint-Denis a mis sur pied une commission chargée d'établir un programme culturel de saison; elle prévoit, chaque année, l'accueil de plusieurs spectacles ou concerts pouvant être considérés d'intérêt supralocal.

4. CALCUL DE LA SUBVENTION PRÉVUE

Conformément à l'article 40 RELAC, le montant de la subvention doit correspondre à 25 % des dépenses subventionnables. Ne sont pas subventionnables les éléments du bâtiment et le mobilier qui ne sont pas exclusivement affectés à des fins culturelles, l'achat du terrain, les places de parc, les aménagements extérieurs, les taxes et émoluments et les intérêts intercalaires.

Compte tenu du fait que la salle de spectacle de Châtel-Saint-Denis fonctionne également comme aula pour le cycle d'orientation de la Veveyse, il y a lieu de déduire le montant subventionnable au titre de la législation relative au subventionnement des constructions scolaires.

Vu ce qui précède, le montant présumé de la subvention pour la salle de spectacle de Châtel-Saint-Denis est déterminé comme suit:

Coût de construction de la salle de spectacle (y compris places de parc)	Fr.	Fr.
		6 170 500.-
Montants à déduire:		
Places de parc (y compris achat du terrain)	162 900.-	
Vaisselle	30 000.-	
Chaises	21 600.-	
Tables	20 100.-	234 600.-
		5 935 900.-
Montant subventionnable au titre de la législation sur les constructions scolaires		2 080 000.-
Montant subventionnable au titre de la LAC	3 855 900.-	
Subvention de 25 % LAC	963 975.-	
Réduction linéaire de 10%		96 397.50
Subvention provisoire		867 577.50
	arrondi à	868 000.-

Dans son rapport du 8 janvier 2001 au Grand Conseil concernant les subventions accordées pour des bâtiments affectés à des manifestations culturelles, le Conseil d'Etat précisait que les subventions versées à cet effet seraient réparties par moitiés entre l'Etat et le Fonds cantonal de la Loterie romande. En effet, la disposition légale relative à cette subvention n'a qu'un caractère potestatif et ne constitue donc pas une obligation légale. Par ailleurs, la commission cantonale de la Loterie romande a provisionné, ces dernières années, des montants à cet effet. Enfin, il y a lieu de rappeler que, selon l'article 41 al. 1 let. c RELAC, tout subventionnement de l'Etat pour des

dépenses d'entretien et de fonctionnement des infrastructures culturelles est exclu.

5. FINANCEMENT

Le montant présumé à la charge de l'Etat, à savoir 434 000 francs, est financé par le budget ordinaire de l'Etat (3265/562.002 Subventions cantonales pour la construction de bâtiments affectés à la culture) par un crédit de 200 000 francs inscrit au budget 2001, le solde présumé (234 000 francs) étant versé sur présentation du décompte final, en principe en 2002.

6. CONCLUSION

Etant donné que la demande de subvention au sens de l'article 6 al. 2 LAC de la commune de Châtel-Saint-Denis en relation avec la construction d'une salle de spectacles remplit en tous points les conditions réglementaires et les critères y relatifs, le Conseil d'Etat invite dès lors le Grand Conseil à adopter le présent projet de décret.

BOTSCHAFT Nr. 328

15. Oktober 2001

des Staatsrats an den Grossen Rat zum Dekrets-entwurf über die Subventionierung des Aufführungssaals Univers@lle in Châtel-Saint-Denis

Wir legen Ihnen hiermit die Botschaft zum Dekrets-entwurf über die Subventionierung des Aufführungssaals Univers@lle von Châtel-Saint-Denis vor.

1. GESETZLICHE UND REGLEMENTARISCHE BESTIMMUNGEN

Das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten (KAG) legt die Verantwortlichkeiten des Staates und der Gemeinden im Kulturbereich fest. Es obliegt den Gemeinden, die kulturellen Aktivitäten, insbesondere im Bereich der kulturellen Veranstaltungen, zu fördern und dazu beizutragen. Zur Verwirklichung von Vorhaben regionaler Bedeutung müssen sie mit den Nachbargemeinden zusammenarbeiten (Art. 3). Der Staat setzt sich für das Kulturschaffen ein (Art. 4). Im Übrigen interveniert er subsidiär, indem er mit den betroffenen Gemeinwesen und Privatpersonen zusammenarbeitet (Art. 6 Abs. 3). Bezüglich der Unterstützung der kulturellen Infrastrukturen legt Artikel 6 Abs. 2 KAG fest, dass der Staat ferner Subventionen gewähren kann: «an den Bau und den Erwerb von Gebäuden mit überregionaler Bedeutung, die für kulturelle Veranstaltungen bestimmt sind. Diese Möglichkeit ist jedoch auf den 31. Dezember 2003 beschränkt, ausser für die Projekte, für die vor diesem Datum ein Gesuch mit vollständigen Unterlagen eingereicht wurde».

Die Artikel 39 bis 43 des Ausführungsreglements vom 14. August 1992 zum Gesetz über die kulturellen Angelegenheiten (ARKAG) legen die Bedingungen und das Verfahren der staatlichen Subventionierung von Bau oder Erwerb kultureller Infrastrukturen fest; die Bedingungen sind im Wesentlichen die Folgenden:

- der Umbau eines bestehenden Gebäudes, das in der Folge für kulturelle Zwecke genutzt wird, kann subventioniert werden (Art. 39 Abs. 2);

- die Subvention wird dem Bauherrn geleistet; er muss eine juristische Person des öffentlichen oder des Privatrechts sein (Art. 39 Abs. 4);
- das Gebäude wird hauptsächlich für kulturelle Zwecke genutzt. Der Bauherr wird finanziell von einer oder mehreren Gemeinden mit genügender Einwohnerzahl unterstützt. Der Bauherr garantiert, dass er in der Lage ist, für die eigenen Baukosten sowie für die Betriebskosten aufzukommen (Art. 39 Abs. 5);
- die Höhe der Subvention entspricht 25 % des für die Subvention anrechenbaren Betrags. Sie kann pro Gegenstand höchstens 5 Millionen Franken betragen (Art. 40);
- die Gewährung einer Subvention ist Gegenstand eines Dekrets über die Eröffnung eines Verpflichtungskredits. Die Subvention wird aufgrund der Schlussrechnung ausgezahlt, nachdem das Programm und der Nutzungsplan vom Departement überprüft worden sind. Bei Bedarf und im Rahmen der Möglichkeiten des Voranschlags des Staates können mit dem Vorankommen der Arbeiten und in den Grenzen der budgetären Möglichkeiten des Staates Vorauszahlungen geleistet werden (Art. 43).

2. PLAN ZUR DECKUNG DER KANTONALEN BEDÜRFNISSE

In seiner Antwort vom 8. Januar 2001 auf das Postulat Jean-Jacques Collaud/Dominique de Buman betreffend Beiträge an Gebäude, die kulturellen Zwecken dienen, meint der Staatsrat, es sei Sache des Oberamtmanns, die Bedürfnisse im Bereich der kulturellen Infrastrukturen in enger Zusammenarbeit mit den Gemeinden seines Bezirks festzulegen. In seiner Antwort erwähnt der Staatsrat die Infrastrukturen, die ihm für die Deckung der Bedürfnisse der verschiedenen Regionen des Kantons nötig erscheinen. Neben dem Aufführungssaal «Podium» in Düringen und Univers@lle in Châtel-Saint-Denis (bereits realisiert) umfasst der Plan zur Deckung der kantonalen Bedürfnisse auch Projekte der Agglomeration Grossfreiburgs (Zentrum für Bühnenschaffen in Villars-sur-Glâne und Konzert-/Theatersaal in Freiburg) sowie Projekte von regionalen Aufführungssälen (integriert in die Erweiterung einer Orientierungsschule) von La Tour-de-Trême und Romont, für die ebenfalls ein Beitrag im Sinne von Artikel 6 Abs. 2 KAG gewährt werden sollte.

3. KRITERIEN DER GEWÄHRUNG EINES KANTONSBEITRAGS

Die Gewährung eines Kantonsbeitrags an den Bau oder den Erwerb von Gebäuden für kulturelle Veranstaltungen ist den Grundsätzen, den Bedingungen und dem Verfahren gemäss Artikel 39 bis 43 ARKAG unterstellt. In der Ausübung seiner Ermessensbefugnis wendet der Staatsrat die folgenden Kriterien an:

- der Beitrag der oder des direkt betroffenen lokalen (Sitze-)Gemeinwesen/s an die Investitionskosten muss mindestens gleich hoch wie der Kantonsbeitrag sein (ohne Beitrag der Loterie romande);
- die Infrastruktur muss hauptsächlich für kulturelle Zwecke genutzt werden und über mindestens 400 Sitzplätze verfügen, die in Stufen angeordnet sind, und eine Bühne, die genug Platz für ein Kammerorchester oder eine professionelle Theatergruppe bietet;

- die Projekte für Saalausrüstung, Bühne und Kulissen, Foyer, Logen und Nebenräume müssen vorgängig zur Stellungnahme einer vom Departement für kulturelle Angelegenheiten bezeichneten Fachperson unterbreitet werden;
- ein Vertreter des Staates wirkt in der Jury (bei einem Wettbewerb) oder in der Baukommission mit;
- der Gesuchsteller richtet Organisations- und Programmstrukturen ein für eine Infrastruktur, die kulturellen Zwecken dient, welche über die örtlichen Bedürfnisse hinaus gehen (zum Beispiel Betriebsbudget für die Aufnahme von Aufführungen von überregionalem Interesse, künstlerische Leitung oder Programmkommission, Haustruppe usw.).

Der Gemeinderat von Châtel-Saint-Denis hat am 4. Mai 1998 beim Departement für kulturelle Angelegenheiten ein Beitragsgesuch betreffend Bau einer kulturellen Infrastruktur von regionaler Bedeutung eingereicht. Aus diesem Dossier geht hervor, dass die Gemeinde Châtel-Saint-Denis selber für die Mehrkosten aufkommt, die verbunden sind mit der Einrichtung eines Aufführungssaals von regionaler Bedeutung, anstelle einer einfachen Aula für die Orientierungsschule.

Nach eingehender Überprüfung des Gesuchsdossiers hat das Departement für kulturelle Angelegenheiten festgestellt, dass der Gesuchsteller alle Bedingungen gemäss Artikel 39 bis 43 ARKAG erfüllt.

Zudem würden alle oben erwähnten, vom Staatsrat beschlossenen Kriterien eingehalten, nämlich:

- die Nettoinvestition zu Lasten der Sitzgemeinde entspricht etwa sieben Mal denjenigen des Staates (ohne Beitrag der Loterie romande);
- der Aufführungssaal von Châtel-Saint-Denis zählt 400 Sitzplätze, davon 390 feste Sitzplätze;
- die Ausrüstungsprojekte wurden von einem Experten gutgeheissen, der vom Departement für kulturelle Angelegenheiten bezeichnet wurde;
- der stellvertretende Dienstchef für Schulbauten wirkt bei den Arbeiten der Baukommission mit;
- die Gemeinde Châtel-Saint-Denis hat eine Kommission eingesetzt, die mit der Erstellung des Kulturprogramms der Saison beauftragt ist; sie sieht jährlich die Aufnahme von mehreren Aufführungen oder Konzerten von überregionalem Interesse vor.

4. BERECHNUNG DER SUBVENTION

Gemäss Artikel 40 ARKAG muss der Subventionsbetrag 25 % des für die Subvention anrechenbaren Betrags entsprechen. Nicht subventioniert werden können die Gebäudeteile und das Mobiliar, die nicht ausschliesslich kulturellen Zwecken dienen, der Bodenerwerb, Parkplätze, Umgebungsarbeiten, Abgaben und Gebühren, Gehälter und Bauzinsen.

Weil der Aufführungssaal von Châtel-Saint-Denis auch als Aula der Orientierungsschule des Vivisbachbezirks verwendet wird, muss die Subvention abgezogen werden, die dem Bauherrn gemäss der Gesetzgebung über die Beitragsleistung an die Schulbauten gewährt wird.

Aufgrund der obigen Ausführungen wird der voraussichtliche Beitrag an den Aufführungssaal von Châtel-Saint-Denis wie folgt festgelegt:

Baukosten des Aufführungssaals (inkl. Parkplätze)	Fr.	Fr.
		6 170 500.–
Abziehende Beträge		
Parkplätze (inkl. Grundstückserwerb)	162 900.–	
Geschirr	30 000.–	
Stühle	21 600.–	
Tische	20 100.–	234 600.–
		<u>5 935 900.–</u>
Subvention gemäss Gesetzgebung über die Schulbauten	2 080 000.–	
Subventionierbarer Betrag gemäss KAG	3 855 900.–	
KAG-Subvention von 25 %	963 975.–	
Lineare Kürzung um 10%	96397.50	
Provisorische Subvention	867 577.50	
	gerundet auf	868 000.–

Der Staatsrat erwähnt in seinem Bericht vom 8. Januar 2001 an den Grossen Rat betreffend die Beiträge an Bauten, die kulturellen Veranstaltungen dienen, dass die zu diesem Zweck ausgerichteten Beiträge je zur Hälfte zwischen Staat und kantonalem Fonds der Loterie romande aufgeteilt werden. Die gesetzliche Regelung bezüglich dieser Subvention stellt eine Möglichkeit dar, ist jedoch keine gesetzliche Verpflichtung. Im Weiteren hat die kantonale Kommission der Loterie romande in den letzten Jahren Beträge für diesen Zweck bereitgestellt. Schliesslich soll daran erinnert werden, dass gemäss Artikel 41 Abs. 1 Bst. c ARKAG jede Beitragsleistung des Staates

an Unterhalts- und Betriebskosten der kulturellen Infrastrukturen ausgeschlossen wird.

5. FINANZIERUNG

Der voraussichtliche Betrag zu Lasten des Staates: Fr. 434 000.– wird mittels eines Kredits von Fr. 200 000.–, der im Voranschlag 2001 aufgenommen ist, mit dem ordentlichen Staats voranschlag bestritten (3265/562.002 Kantonsbeiträge an den Bau von Gebäuden für Kulturzwecke); der voraussichtliche Restbetrag (Fr. 234 000.–) wird, grundsätzlich 2002, aufgrund der Schlussabrechnung ausgezahlt.

6. SCHLUSSBEMERKUNG

Weil das Beitragsgesuch betreffend Bau eines Aufführungssaales der Gemeinde Châtel-Saint-Denis im Sinne von Artikel 6 Abs. 2 KAG alle Punkte der reglementarischen Bedingungen und die diesbezüglichen Kriterien erfüllt, lädt der Staatsrat den Grossen Rat ein, diesen Dekretsentwurf anzunehmen.

Décret

du

relatif au subventionnement de la salle de spectacle Univers@lle, à Châtel-Saint-Denis

Le Grand Conseil du canton de Fribourg

Vu la loi du 24 mai 1991 sur les affaires culturelles;
Vu le message du Conseil d'Etat du 15 octobre 2001;
Sur la proposition de cette autorité,

Décète:

Art. 1

Un crédit d'engagement de 434 000 francs est ouvert auprès de la Trésorerie d'Etat en vue du subventionnement de la salle de spectacle Univers@lle, à Châtel-Saint-Denis.

Art. 2

¹ Les crédits de paiements correspondant à la subvention cantonale seront inscrits aux budgets financiers annuels et utilisés conformément aux dispositions de la loi sur les finances de l'Etat.

² Le versement des subventions interviendra selon les disponibilités financières du canton.

Art. 3

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution du présent décret qui n'a pas de portée générale.

² Ce décret n'est pas soumis au referendum financier.

Dekret

vom

über die Subventionierung des Aufführungssaals Univers@lle in Châtel-Saint-Denis

Der Grosse Rat des Kantons Freiburg

gestützt auf das Gesetz vom 24. Mai 1991 über die kulturellen Angelegenheiten;
gestützt auf die Botschaft des Staatsrates vom 15. Oktober 2001;
auf Antrag dieser Behörde,

beschliesst:

Art. 1

Beim Staatsschatzamt wird ein Verpflichtungskredit von 434 000 Franken für die Subventionierung des Aufführungssaals Univers@lle in Châtel-Saint-Denis eröffnet.

Art. 2

¹ Die Zahlungskredite werden in die jährlichen Finanzvoranschläge aufgenommen und gemäss den Bestimmungen des Gesetzes über den Finanzhaushalt des Staates verwendet.

² Die Auszahlung der Subventionen erfolgt gemäss den finanziellen Möglichkeiten des Kantons:

Art. 3

¹ Der Staatsrat wird mit dem Vollzug dieses Dekrets beauftragt, das nicht allgemein verbindlich ist:

² Dieses Dekret unterliegt nicht dem Finanzreferendum.